

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

| Effectif<br>légal | Présents  | Procurations<br>+<br>Absents |
|-------------------|-----------|------------------------------|
| <b>25</b>         | <b>20</b> | <b>5</b>                     |

N° de la séance : 03

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Mise en oeuvre de l'opération BAFA Solidaire Edition 2018 - Convention de financement avec la Croix Rouge

- ☒ Original
- Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2017.207

Date de la convocation :  
**Le 05/12/2017**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **21 DEC. 2017**

de la réception s/Préfecture  
en date du **20 DEC. 2017**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

**Laurence MALHERBE**  
Directrice des Affaires Générales,  
du Juridique et du Contentieux

Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 11 décembre 2017**

L'an deux mil dix-sept et le 11 décembre à 11h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR

**ABSENTS :**

Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Gilbert TAULANE, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

**Madame SALUCKI,**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'insertion par l'économique.

Par ailleurs, l'association dénommée Croix Rouge Française Union Locale s'emploie à prévenir et à apaiser toutes les souffrances humaines, en toute impartialité et sans aucune discrimination. Elle développe des actions dans cinq grands secteurs d'activité : l'urgence et le secourisme ; l'action sociale ; la santé ; la formation et la solidarité internationale.

L'action dite « BAFA Solidaire » proposée par la Croix Rouge Française et menée en partenariat avec les équipes du service prévention jeunesse vise à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des publics les plus fragilisés en proposant une action de formation au Brevet d'Aptitude à la Fonction d'Animateur (B.A.F.A.).

Cette action se déroule durant sept mois et porte sur la réalisation d'une action collective et d'actions sociales individuelles au bénéfice de l'unité locale d'Antibes Juan les Pins de la Croix Rouge par 15 jeunes habitants du territoire CASA.

Cette action a deux objectifs : permettre à ces jeunes de valider le diplôme du BAFA et le PSC1 à moindre coût grâce à la valorisation de leur action de bénévolat, et inscrire ces jeunes dans un engagement solidaire et citoyen.

Les équipes de prévention jeunesse, les directions jeunesse des communes et l'unité locale croix rouge d'Antibes accompagnent la progression des participants en alliant :

- la mise en œuvre d'une action collective de bénévolat pour 30h,
- la participation aux actions sociales de la Croix Rouge (maraude, collecte et distribution alimentaire, vestiaire) pour 40h,
- le financement de la formation de base du BAFA et du PSC1,
- l'accompagnement dans les démarches pour réaliser le stage pratique et le perfectionnement du BAFA.

Les participants seront orientés sur cette action par la Mission Locale Antipolis et l'équipe de prévention de la CASA.

Déjà proposée par la Croix Rouge et cofinancée par la CASA en 2014, 2015, 2016 et 2017, cette action connaît, à chacune de ses éditions, des résultats très satisfaisants.

Pour l'année 2018, le budget prévisionnel de cette action s'élève à 19.000 € et la CASA souhaite apporter une contribution financière à hauteur de 12 840 €.

Cette action sera cofinancée par l'association Croix Rouge Française sur ses fonds propres comme indiqué sur le budget prévisionnel joint en annexe.

Considérant que par délibération du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Considérant que l'action dite « BAFA Solidaire » à destination de 15 jeunes, dispensée par l'association Croix Rouge Française, s'inscrit dans les compétences Politique de la Ville de la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représente cette action pour la communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu les crédits qui figurent au budget primitif 2017 ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 12 840 € à l'association Croix Rouge Française pour son action au titre de l'insertion par l'économie,
- d'approuver la convention de participation financière entre l'association Croix Rouge Française et la CASA, dont le projet est joint en annexe,



- d'autoriser Madame la vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville à signer ladite convention,
- d'imputer la dépense sur le compte 6574, fonction 523 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'octroyer une subvention de 12 840 € à l'association Croix Rouge Française pour son action au titre de l'insertion par l'économique,
- d'approuver la convention de participation financière entre l'association Croix Rouge Française et la CASA, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Madame la vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville à signer ladite convention,
- d'imputer la dépense sur le compte 6574, fonction 523 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 11 décembre 2017  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC L'ASSOCIATION CROIX ROUGE FRANCAISE UL Antibes Vallauris**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, BP 2205 – 06 606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 11 décembre 2017 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

**ET**

L'association dénommée Croix Rouge Française Unité Locale d'Antibes-Vallauris régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de prévenir et apaiser toutes les souffrances humaines, en toute impartialité et sans aucune discrimination et de développer des actions dans cinq grands secteurs d'activité qui sont : l'urgence et le secourisme ; l'action sociale ; la santé ; la formation et la solidarité internationale, dont le siège social est situé 6 rue de l'Isle – 06 600 ANTIBES, représentée par Marika ROMAN agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **CROIX ROUGE FRANCAISE UL Antibes Vallauris**

**EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, La Croix Rouge Française UL d'Antibes-Vallauris exerce notamment une mission d'insertion sociale et de formation.

Dans ce cadre, il est prévu la réalisation d'une action dite «BAFA Solidaire».

La C.A.S.A dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, la Croix Rouge Française UL d'Antibes-Vallauris s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission favorisant l'insertion socioprofessionnelle et l'accès à l'emploi des personnes les plus en difficulté, par le biais d'une action dite **BAFA Solidaire**.

La Croix Rouge Française UL d'Antibes-Vallauris, en partenariat avec la Mission Locale Antipolis, l'équipe de prévention C.A.S.A et les services municipaux des communes de la C.A.S.A souhaitent favoriser l'insertion sociale et professionnelle des publics les plus fragilisés en proposant une action de formation et d'accompagnement à l'insertion pour 15 jeunes adultes âgés de 16 à 25 ans.

Ce BAFA Solidaire portera sur l'implication des jeunes dans une démarche solidaire et citoyenne.

Cette action a deux finalités : permettre aux jeunes de valider le Base BAFA ainsi que le PSC1 à moindre coût en valorisant une action de bénévolat de 70h réalisé au bénéfice de la Croix Rouge. Elle permet en outre d'inscrire ces jeunes dans un engagement solidaire et citoyen.

Il a pour objectif de favoriser la progression des participants en alliant :

- la réalisation d'une action collective de bénévolat dont les modalités sont définies en comité technique,
- la participation aux activités réalisées par les bénévoles de la Croix Rouge, à savoir : collecte et distribution alimentaire, vestiaire, maraude sociale....,
- le financement du Base BAFA et du PSC1,
- l'accompagnement dans les démarches pour réaliser le stage pratique et le perfectionnement du BAFA.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement la Croix Rouge Française UL d'Antibes-Vallauris pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour une période d'un an.

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 19.000 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

La Croix Rouge Française UL d'Antibes-Vallauris reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 12.840 €.

Cette subvention sera versée à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans l'appel à projets.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION INTERMEDIAIRE ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan à mi-parcours et un bilan final** de l'action subventionnée.

La Croix Rouge Française UL d'Antibes-Vallauris s'engage à fournir à mi-parcours un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par la Croix Rouge Française UL d'Antibes-Vallauris

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- le nombre de personnes orientées sur le BAFA Solidaire,
- le nombre de personnes reçues en entretien de sélection,
- le nombre de personnes intégrées dans le dispositif,
- le nombre de personnes ayant validé le PSC1,
- le nombre de Base BAFA obtenus.
- le nombre de jeunes ayant acquis une meilleure capacité d'autonomie grâce au dispositif (utilisation du livret individuel)

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact de l'action ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : le suivi de l'action s'exercera dans le cadre de réunions qui se tiendront régulièrement avec la Mission Locale Antipolis et l'équipe de prévention C.A.S.A. ; et lors d'une réunion bilan organisée par la Croix Rouge UL d'Antibes Vallauris à la fin de l'action et à laquelle la C.A.S.A. sera invitée.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

➤ La Croix Rouge UL d'Antibes Vallauris devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

La Croix Rouge UL d'Antibes Vallauris s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association Croix Rouge UL d'Antibes Vallauris remettra à la C.A.S.A. ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août de l'année 2018 au plus tard.
- Si l'association Croix Rouge UL d'Antibes Vallauris est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association Croix Rouge UL d'Antibes Vallauris, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

La Croix Rouge UL d'Antibes Vallauris s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

## **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

La Croix Rouge UL d'Antibes Vallauris et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association  
La Croix Rouge  
UL d'Antibes Vallauris  
La Présidente

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à la  
Politique de la Ville

Marika ROMAN

Michelle SALUCKI



## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2018

| CHARGES  | MONTANT 10 | PRODUITS  | MONTANT |
|--|------------|---|---------|
| CHARGES DIRECTES   |            | RESSOURCES DIRECTES   |         |
| <b>60 – Achats</b>   | 1000       | <b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b> |         |
| Prestations de services                                    |            | 013-Atténuation de charges  |         |
| Achats matières et fournitures                             |            | <b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>                            | 18000   |
| Autres fournitures, SPECTACLE                              | 1000       | Contrat de ville  |         |
| <b>61 - Services extérieurs</b>                            |            |   |         |
| Locations  |            | Droit commun :  |         |
| Entretien et réparation                                    |            | Etat :  |         |
| Assurance  |            | -   |         |
| Documentation  |            | Région(s) :   |         |
| <b>62 - Autres services extérieurs</b>                     | 12500      | -   |         |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires                 | 9500       | Département(s) :  |         |
| Publicité, publication                                     |            | -   |         |
| Déplacements, missions                                     | 3000       | Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup> CASA                                 | 12840   |
| Services bancaires, autres                                 |            | -Fonds Propres CRF Antibes  | 4000    |
| <b>63 - Impôts et taxes</b>                                |            | -Report Solde 2017  | 1160    |
| Impôts et taxes sur rémunération,                          |            | - Commune(s) :  |         |
| Autres impôts et taxes                                     |            | Organismes sociaux (détailler) :  |         |
| <b>64- Charges de personnel</b>                            | 2200       | - CAF   |         |
|  |            | Fonds européens   |         |
| Rémunération des personnels,                               | 1500       | L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)                 |         |
| Charges sociales,  | 700        | Autres établissements publics   |         |
| Autres charges de personnel                                |            | Autres privées  |         |
| <b>65- Autres charges de gestion courante</b>              |            | <b>75 - Autres produits de gestion courante</b>                               |         |
| <b>66- Charges financières</b>                             |            | Dont cotisations, dons manuels ou legs  |         |
| <b>67- Charges exceptionnelles</b>                         |            | <b>77 - Produits exceptionnels</b>  |         |
| <b>68- Dotation aux amortissements</b>                     |            | <b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>                         |         |
| CHARGES INDIRECTES   |            |   |         |
| <b>Charges fixes de fonctionnement</b>                     | 2300       |   |         |
| <b>Frais financiers</b>                                    |            |   |         |
| <b>Autres</b>  |            |   |         |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>                                   | 18000      | <b>TOTAL DES PRODUITS</b>   | 18000   |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>                    |            |   |         |
| <b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b> |            | <b>87 - Contributions volontaires en nature</b>                               |         |
| Secours en nature  |            | Bénévolat   | 1000    |
| Mise à disposition gratuite de biens et prestations        |            | Prestations en nature   |         |
| Personnel bénévole   | 1000       | Dons en nature  |         |
| <b>TOTAL</b>   | 19000      | <b>TOTAL</b>  | 19000   |

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 11/12/2017  
Numéro : BC\_2017\_207  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Mise en oeuvre de l'opération BAFA Solidaire Edition 2018 - Convention de financement avec la Croix Rouge  
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement  
**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : zBoisAD

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 20/12/2017  
Identifiant : 006-240600585-20171211-BC\_2017\_207-DE

**Acte reçu**

Date : 11/12/2017  
Numéro interne : BC\_2017\_207  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 5  
Objet : Mise en oeuvre de l'opération BAFA Solidaire Edition 2018 - Convention de financement avec la Croix Rouge  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 99\_DE-006-240600585-20171211-BC\_2017\_207-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 2  
99\_AU-006-240600585-20171211-BC\_2017\_207-DE-1-1\_2.PDF  
99\_AU-006-240600585-20171211-BC\_2017\_207-DE-1-1\_3.PDF

N